

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION



Documents officiels

CINQUIÈME COMMISSION
60e séance
tenue le
mercredi 28 juin 1995
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 60e SÉANCE

Président : M. TEIRLINCK (Belgique)

Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 130 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES POUR
L'ASSISTANCE AU RWANDA (suite)

POINT 105 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DE L'EFFICACITÉ DU FONCTIONNEMENT
ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.5/49/SR.60
21 novembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

95-81103 (F)

9581103

/...

La séance est ouverte à 10 h 20.

POINT 130 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA (suite) (A/49/375/Add.1 à 3 et A/49/501/Add.1)

1. Mme EMERSON (Portugal), rendant compte des consultations qui ont eu lieu concernant le projet de résolution sur le financement de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda, dit que les délégations se sont mises d'accord sur tous les aspects de la question des contributions. Elles souhaitent que le montant exact du solde non utilisé leur soit communiqué le 14 juillet 1995 au plus tard. Elles ont décidé que le texte suivant serait inclus dans la résolution dès qu'il serait confirmé que le Comité consultatif était en mesure d'examiner le rapport :

"Décide en outre qu'il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres, en application du paragraphe 10 ci-dessus, leurs parts respectives des soldes inutilisés pour la période allant du 5 avril au 9 décembre 1994, dont le Comité consultatif doit déterminer le montant exact d'ici au 14 juillet 1995;".

2. M. TAKASU (Contrôleur), présentant le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Mission pour la période allant du 5 avril au 9 décembre 1995 (A/49/375/Add.3), indique que le montant brut des dépenses est de 145 709 000 dollars, pour un crédit ouvert de 163 038 200 dollars, ce qui laisse un solde inutilisé de 17 329 200 dollars. Des économies non négligeables ont en effet été réalisées à divers titres : le déploiement de la police civile et du personnel civil a été plus lent que prévu (2,2 millions de dollars), aucun Volontaire des Nations Unies n'a participé aux opérations, on a utilisé moins d'hélicoptères que prévu (2 046 100 dollars) et du matériel et des fournitures provenant d'autres opérations de maintien de la paix ont été transférés à la Mission. Le montant total des économies constatées atteint 30 847 600 dollars mais il s'explique en grande partie par le report d'achats de matériel. Ces économies ont été partiellement contrebalancées par un accroissement des dépenses de 13 489 800 dollars dans d'autres domaines, ce qui laisse un solde inutilisé de 17,3 millions. Si certains achats ont dû être reprogrammés, c'est que les marchés n'ont pu être passés pour le 9 décembre 1994, le montant définitif des crédits ouverts n'ayant été approuvé par l'Assemblée générale qu'à la fin du mois de novembre. Pour ces achats, d'un montant considérable, il a donc fallu préparer une nouvelle demande pour la période suivante. La mise en place de la procédure de planification des achats instituée en 1995 et l'adoption d'un cycle budgétaire annuel, qui a reçu l'accord de principe de l'Assemblée générale, devraient améliorer la situation en permettant au Secrétariat de programmer les achats suffisamment tôt pour que la plupart d'entre eux puissent être effectués avant la fin de l'exercice considéré. Il est proposé dans l'additif 3 de porter au crédit des États Membres leurs parts respectives du solde inutilisé, qui viendront en déduction des montants à répartir pour les prochaines périodes.

3. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) dit que lors de réunions officielles de la Cinquième Commission, il a fait savoir que le Comité consultatif n'avait pas encore étudié le rapport sur l'exécution du budget de la Mission des

/...

Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (A/49/375/Add.3). Il croit comprendre que les délégations ont discuté de la suite à donner à ce rapport en l'absence d'informations émanant du Comité consultatif, dont le rôle consiste précisément à faciliter les prises de décisions de la Commission. Il rappellera aux membres du Comité consultatif que la Commission souhaite vivement recevoir leur rapport avant le 14 juillet, date d'ajournement de ses travaux. Il a bon espoir de pouvoir présenter avant cette échéance les résultats des délibérations du Comité consultatif sur le rapport en question.

POINT 105 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DE L'EFFICACITÉ DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite) (A/C.5/49/67)

4. M. SEVAN (Sous-Secrétaire général aux services de conférence et services d'appui), présentant le rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la réforme des achats au Secrétariat (A/C.5/49/67), se dit déterminé à introduire les réformes nécessaires pour faire du système d'achat un mécanisme transparent et efficace permettant d'obtenir la meilleure qualité aux meilleurs prix et de faire appel aux fournisseurs les plus qualifiés d'un point de vue technique. Les changements demanderont du temps, mais comme les insuffisances du système ont déjà été mises en évidence, on sait précisément où faire porter les efforts. Des délais ont été fixés pour la réalisation des objectifs visés, mais il ne faut pas oublier que le Secrétariat travaille dans des conditions très difficiles, du fait notamment du manque de personnel. La valeur totale des achats du Siège est passée de 54 millions de dollars en 1990 à 500 millions de dollars en 1995, sans que les effectifs aient augmenté en proportion. Il est particulièrement difficile de recruter du personnel supplémentaire compétent et expérimenté : les contrats de courte durée n'intéressent pas les candidats qualifiés et il faut beaucoup de temps pour faire approuver les crédits nécessaires. Les dépenses de personnel sont très faibles. Pour le Siège et plus de 20 missions, il n'y a que 29 administrateurs responsables des achats.

5. Le Sous-Secrétaire général appelle l'attention de la Commission sur un nouveau programme de formation, qui a été conçu à l'intention du personnel du Service des achats et des transports et du Département des opérations de maintien de la paix par le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU et l'Université George Washington. En outre, dans le cadre d'un programme de formation continue, un roulement périodique du personnel est organisé entre le Siège et les missions sur le terrain; on a commencé par la Mission des Nations Unies en Haïti.

6. Il est prévu de nommer d'ici à la fin de l'année un ombudsman chargé de donner suite aux réclamations des fournisseurs, dont le fichier compte plus de 4000 sociétés et demande à être rationalisé. Des critères d'admission sont actuellement mis au point. Tout différend ne doit pas nécessairement se solder par la radiation du fournisseur, la décision devant être prise au cas par cas. Il n'en reste pas moins que l'Organisation a le droit de rayer un nom de la liste – à titre provisoire ou définitif – si les circonstances le justifient.

7. Les missions ont désormais plus de pouvoirs en ce qui concerne les achats qu'elles effectuent sur place et on a été plus loin dans l'interprétation de la

/...

règle de gestion financière 110.6 en autorisant le Contrôleur à approuver des engagements prévisionnels jusqu'à hauteur de 75 % des allocations de crédit futures lorsqu'il est probable que le mandat d'une mission sera reconduit.

8. En ce qui concerne le Comité des marchés du Siège, un poste de président de la classe P-5 a été créé; il a été pourvu le 1er juin 1995. On est en train de revoir la composition du Comité pour veiller à ce qu'il comprenne différents spécialistes, et notamment des juristes. On a constaté des retards anormaux dans les achats destinés aux opérations de maintien de la paix et les travaux du Bureau des affaires juridiques; on a donc entrepris de rationaliser toutes les procédures et de recruter du personnel à temps plein afin d'éviter ces retards onéreux.

9. Pour ce qui est du règlement financier, le Secrétaire général a indiqué que le moment était venu de déréglementer l'Organisation et d'en revenir aux règles et procédures de base. Les innombrables règles adoptées au fil des ans sont cause de tant de lenteurs qu'il ne reste que peu de temps pour faire le travail réellement nécessaire. On s'emploie actuellement à les simplifier et à rendre les contrats plus compréhensibles pour les fournisseurs. Les insuffisances constatées sont, pour beaucoup, imputables au manque de personnel, mais on s'attache néanmoins à poursuivre aussi énergiquement que possible les réformes entreprises. Un rapport plus détaillé sera soumis à l'Assemblée générale à sa cinquantième session.

10. M. KUZNETSOV (Fédération de Russie) dit que sa délégation approuve sans réserve la plupart des idées et propositions qui figurent dans le rapport du Secrétaire général. Compte tenu des graves préoccupations exprimées par le Sous-Secrétaire général aux services de conférence et services d'appui, on peut espérer qu'elles seront en grande partie mises en oeuvre.

11. En ce qui concerne le paragraphe 8 du rapport, l'orateur voudrait savoir si la Division de l'administration et de la logistique des missions s'occupe elle-même des achats ou si elle introduit des demandes d'achat dont se charge ensuite le Service des achats et des transports.

12. Pour ce qui est du paragraphe 14, M. Kuznetsov se demande s'il est indispensable de faire appel à un consultant extérieur pour examiner les critères de capacité professionnelle des fournisseurs. Il s'enquiert des fonctions qui seraient assignées à ce consultant. Il sollicite des détails sur le rôle de l'ombudsman et le fonctionnement de son bureau, dont sa délégation appuie sans réserve la création, et s'interroge en particulier sur la suite qui sera donnée aux réclamations des fournisseurs et les mesures qui seront prises en cas d'erreur commise par le personnel de l'Organisation. Se référant au paragraphe 19, il demande si le concours externe apporté par les États Membres prendra la forme de discussions au sein d'un groupe de travail. La question des conflits d'intérêts s'est souvent posée lors des séances de la Cinquième Commission et a été soulevée dans le rapport du groupe de travail créé en application de la résolution 48/218 de l'Assemblée générale. Elle apparaît à nouveau dans la résolution 49/216 C, dont il est fait mention dans le rapport du Secrétaire général. Malheureusement, ce dernier document ne fait référence à aucune des idées et propositions formulées par le groupe de travail intergouvernemental. Le Secrétariat devrait étudier les moyens d'éviter les

/...

conflits d'intérêt et veiller à ce que les propositions du groupe soient prises en considération dans le rapport complet sur la réforme du système d'achat. Passant au paragraphe 22, l'orateur fait valoir que le manque de personnel n'est pas le problème principal. Il importe surtout d'adopter les méthodes appropriées, d'organiser clairement le travail et de gérer efficacement les opérations. M. Sevan a raison d'affirmer que les contrats de courte durée ne font qu'exacerber le problème. L'orateur approuve la proposition du Secrétariat visant à ce que le Bureau des affaires juridiques soit plus étroitement associé aux procédures d'achat.

13. M. GOKHALE (Inde) dit que sa délégation souscrit en grande partie aux observations générales formulées par le représentant de la Fédération de Russie. Le Secrétariat reconnaît la légitimité des préoccupations qu'expriment beaucoup d'États Membres quant aux insuffisances du système d'achat et agit enfin en conséquence. M. Gokhale demande que le plus grand nombre possible de fonctionnaires concernés prennent part au programme de formation du personnel préposé aux achats. Il approuve l'idée du roulement du personnel. En ce qui concerne le paragraphe 12, il se félicite que l'on recoure davantage à des contrats généraux et présume que ceux-ci sont attribués selon la procédure normale, c'est-à-dire par adjudication. Par ailleurs, il accueille avec satisfaction le document présenté par le Département des services d'appui et de gestion pour le développement et espère qu'un système transparent sera mis au point en temps utile pour que les États Membres puissent être informés des nouvelles procédures.

14. M. TOYA (Japon) dit que dans l'ensemble, sa délégation souscrit aux idées présentées dans le rapport. Le Secrétariat doit s'attacher en priorité à réformer le système d'achat. Dans ce domaine, il est essentiel de pouvoir agir rapidement et dans la plus grande transparence. Le Secrétariat devrait prendre les dispositions voulues et s'attaquer sans attendre à des problèmes précis plutôt que d'adopter un vaste plan d'action. L'orateur engage aussi le Secrétariat à entreprendre immédiatement la révision du règlement financier et des procédures normalisées.

15. Mme HOLLAND (Royaume-Uni) se félicite que l'on ait commencé à régler les problèmes mis en lumière par l'Assemblée générale et le Comité des commissaires aux comptes. L'important est d'appliquer immédiatement les mesures correctives qui peuvent être prises dès à présent et de poursuivre les efforts à la cinquantième session.

16. M. SEVAN (Sous-Secrétaire général aux services de conférence et services d'appui) dit que le Secrétariat fait tout ce qu'il peut, dans les limites des ressources disponibles, pour jeter les bases de nouvelles réformes. En ce qui concerne la formation du personnel préposé aux achats, il convient de garder à l'esprit que les fonctionnaires concernés sont formés au Siège, puis envoyés en mission. Le projet de budget-programme pour le prochain exercice biennal prévoit les crédits nécessaires pour s'assurer les services d'un consultant chargé d'examiner les critères de capacité professionnelle des fournisseurs; néanmoins, si des compétences extérieures sont indéniablement nécessaires, elles pourraient peut-être être fournies sans frais par un État Membre. Le fichier des fournisseurs sera examiné en consultation avec les États Membres et les États dotés du statut d'observateur.

17. L'institution d'un poste d'ombudsman permettra de donner suite aux réclamations des fournisseurs. Ce poste sera créé sans apport de nouvelles ressources et ne fera double emploi avec aucun autre mécanisme. Les mesures prises pour améliorer les relations avec les fournisseurs se traduiront par un meilleur fonctionnement du système d'achat lui-même.

18. Le PRÉSIDENT croit comprendre que les membres de la Commission souhaitent recommander à l'Assemblée générale de prendre note avec satisfaction des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la réforme des achats au Secrétariat de l'Organisation.

19. M. STÖCKL (Allemagne) tient à s'assurer que cette recommandation n'équivaut pas à une approbation de toutes les propositions figurant à l'annexe II du rapport, qui doivent être examinées dans le cadre d'un rapport complet sans qu'il soit question d'approbation préalable.

20. Mme ROTHEISER (Autriche), appuyée par M. SCOTTI (France) et M. DJACTA (Algérie), propose que la Commission prenne note du rapport et se félicite des efforts déployés par le Secrétaire général, ainsi que de son intention de présenter à l'Assemblée générale, à sa cinquantième session, un rapport complet sur les achats.

21. Le PRÉSIDENT croit comprendre que la Commission souhaite prendre note du rapport figurant dans le document A/C.5/49/67 et se félicite des efforts déployés par le Secrétaire général pour réformer les achats au Secrétariat, ainsi que de son intention de présenter à l'Assemblée générale, à sa cinquantième session, un rapport complet sur la question.

22. Il en est ainsi décidé.

23. M. SEVAN (Sous-Secrétaire général aux services de conférence et services d'appui) dit qu'en vue de l'établissement du rapport en question, le Secrétariat invite les délégations à lui soumettre leurs observations.

La séance est levée à 11 h 15.